



[1996 \(avril - décembre\)](#) | [Des liens à explorer](#)

Traditions agricoles chez les Pemóns au Vénézuéla

par John Eberlee



Nancy Kingsbury s'est penchée sur les liens entre les méthodes culturelles traditionnelles et le déboisement

La *Gran Sabana* (la Grande Savane), au Vénézuéla, est une vaste étendue de forêts et de savanes boisées située dans le sud-est du pays, aux frontières du Guyana et du Brésil. La survie de cette zone forestière est menacée de toutes parts, comme c'est le cas de nombreuses autres régions voisines de l'Amérique latine. Selon une étude récente sur la gestion des terres par les peuples indigènes — étude subventionnée par le CRDI — la rapide évolution sociale et culturelle des dernières décennies n'a fait qu'accélérer le déboisement de la Gran Sabana.

La pression démographique, l'introduction du revenu salarial et la disparition progressive du savoir écologique traditionnel précipitent la perte du couvert forestier de la Gran Sabana, affirme [Nancy Kingsbury](#). Chercheuse de l'Université York, à Toronto, et récipiendaire en 1994 de la bourse John G. Bene en foresterie sociale du CRDI, Kingsbury a démontré qu'on ne pourra enrayer les fléaux environnementaux de la région qu'en adoptant une réforme agraire et des techniques appropriées de conservation des sols. C'est ainsi, estime-t-elle, qu'on freinera le déboisement.

La chercheuse a tenté de savoir si la culture itinérante traditionnelle sur brûlis telle que pratiquée par les Amérindiens Pemóns au Vénézuéla était responsable du déboisement de la savane. Cette opinion est d'ailleurs largement répandue dans le pays. En réalité, les données recueillies par Kingsbury suggèrent le contraire : la lente disparition des méthodes ancestrales de culture serait en réalité la source du problème.

Des sols les plus arides

La Gran Sabana est bien connue pour sa chaîne de montagnes aux sommets en forme de plateaux. On y retrouve la colline d'Auyán-Tepuy et sa cascade dite du *Salto de Angel* (le Saut de l'Ange), la plus haute chute d'eau du monde. La région possède cependant certains des sols les plus arides de l'Amérique latine: après quelques années de labour, les terres de la Gran Sabana ont besoin de 50 à 100 ans pour se régénérer alors qu'il en faut une vingtaine ailleurs dans les tropiques.

Pour assurer leur survie en de telles conditions, les communautés de Pemóns ont toujours limité au minimum la taille de leurs populations et choisi avec soin les emplacements qu'elles entendaient réserver à l'agriculture. «La culture itinérante peut être viable si elle s'étend sur une brève période et ne touche que des zones restreintes», conclut Kingsbury. Au cours des dernières décennies, toutefois, on a vu la couverture forestière rapetisser de manière importante.

L'organisme responsable de l'hydroélectricité dans la région (EDELCA) a été le premier à sonner l'alarme. Ses propres barrages sont d'ailleurs à l'origine d'inondations majeures qui ont obligé certaines communautés de Pemóns à se déplacer vers le nord de la Gran Sabana, note Kingsbury. Inquiètes des conséquences du déboisement sur les précipitations dans cette partie du pays, les autorités hydroélectriques lançaient dans cette zone, en 1981, un programme de lutte contre les incendies en forêt.

Le déboisement

Les travaux de Kingsbury ont démontré à quel point le déboisement touchait différemment deux communautés de Pemóns. Le village de Kavanayen, qui s'est établi à proximité des installations d'une mission chrétienne, connaît une très forte croissance; de son côté, la communauté de Monte Bello, plus petite, plus isolée, possède des sols dont la qualité est au-dessus de la moyenne. On a observé que 50 pour cent des plantations forestières rasées pour faire place à l'agriculture avaient repoussé du côté de Kavanayen, comparativement à 75 pour cent à Monte Bello.

Les recherches de Kingsbury fournissent des éléments de réponse. Les habitants de Kavanayen ont eu tendance à choisir des lopins à cultiver en fonction de leur proximité avec le village plutôt que de leur fertilité, de leur caractère accidenté ou d'autres considérations également importantes. Pour expliquer une telle attitude, il faut pointer du doigt, selon l'enquête, la rupture sociale et culturelle vécue par les communautés amérindiennes. Les populations des deux villages ne cessent de croître; elle a même doublé entre 1982 et 1995. La densité est cependant plus forte à Kavanayen où les villageois ont décidé de s'installer autour de la mission chrétienne pour trouver plus facilement un emploi, des services sociaux et des soins sanitaires. La forte croissance du village laisse cependant moins de place aux anciens qui, du coup, ont moins d'influence. Leur savoir traditionnel sur l'agriculture durable risque hélas de disparaître avec eux.

«Les jeunes, qui décrochent chaque jour quelques heures de travail, n'ont plus assez de temps pour aller couper, au cœur de la forêt, des arbres en pleine maturité; ils dédaignent ainsi l'usage durable de la ressource forestière», affirme Kingsbury, «et préfèrent abattre des arbres plus jeunes et plus petits; c'est plus rapide!»

Droits de propriété

«La tendance, dans la Gran Sabana, irait vers des communautés élargies comme celle de Kavanayen», selon l'étude. «Mais il faut dire que de telles collectivités sont moins portées vers la préservation des ressources.» Pourtant, Kingsbury estime que le taux de déboisement peut être ralenti, sinon arrêté. L'une des solutions envisageables, propose-t-elle, serait d'accorder aux Pemóns des droits de propriété incontestables — ce qui n'est pas le cas pour l'instant. Sans des droits clairement établis, comment ces populations seraient-elles intéressées par la conservation à long terme des terres?

L'étude de Kingsbury recommande qu'on utilise de l'«engrais vert» — un mélange de résidus de culture, de

feuilles et de branchages — pour améliorer la fertilité des sols. Ce produit, qui a fait l'objet de tests concluants en Amérique latine, est moins cher que les agents chimiques tels que l'engrais azoté et les pesticides, note encore la chercheuse. De plus, «le compost est facile à fabriquer sous les tropiques, ce qui fait de cette méthode un excellent moyen d'amender les sols.»

John Eberlee est un rédacteur d'Ottawa spécialisé dans les secteurs de la santé et du développement.

Personne ressource:

Nancy Kingsbury, Programme des études supérieures, Université York, 4700 Keele Street, North York, ON, Canada, M3J 1P3; kingsbur@web.net

Des liens à explorer...

Autres articles (et publications) :

[Des touristes chez les Amérindiens du Vénézuéla: sur la pointe des pieds](#)

[Savoir ancien, savoir moderne](#)

[Guyana and the Gran Sabana](#) (en anglais)

Les lecteurs peuvent reproduire les articles et les photographies du *CRDI Explore* à la condition de mentionner les auteurs et la source.

ISSN 0315-9981. Le *CRDI Explore* est répertorié dans le Canadian Magazine Index.

- [Comment s'abonner](#)
- [De retour au Magazine *CRDI Explore*](#)
- [De retour au site du CRDI](#)

Copyright © Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada
Faites parvenir vos commentaires à la [rédaction d'Explore](#).



Archives du CRDI Explore

Explore est publié par le Centre de recherches pour le développement international du Canada. Il informe ses lecteurs du monde entier des recherches soutenues par le CRDI et ses partenaires et présente des dossiers sur les grandes questions de développement

[Visiter le nouveau magazine Explore ...](#)

Articles diffusés d'avril à décembre 1996

- | | |
|------------|--|
| 5 avril | <i>Retour de la moustiquaire</i> par Robert Bourgoing |
| 12 avril | <i>Environnement, société, économie : parties d'un ensemble?</i> par David B. Brooks et Jamie Schnurr |
| 12 avril | <i>Action 21 dans les communautés locales</i> par Kirsteen MacLeod |
| 19 avril | <i>Santos : une ville brésilienne dont les habitants planifient l'avenir</i> par Patrick Knight |
| 26 avril | <i>Gestion intégrée ou comment ne plus dépendre des pesticides</i> par David Mowbray |
| 3 mai | <i>Maladies infectieuses et planétaires</i> par John Eberlee |
| 10 mai | <i>Systèmes naturalisés de savoir des collectivités autochtones</i> par Salli M.K. Benedict |
| 17 mai | <i>Sénégal écologique à l'heure des bilans</i> par Khodia Ndiaye |
| 17 mai | <i>Environnement, société, économie : parties d'un ensemble?</i> par David B. Brooks et Jamie Schnurr |
| 24 mai | <i>Au Cambodge : Battambang traite ses eaux usées</i> par Emilia Casella |
| 31 mai | <i>Quand une ville planifie : Jinja, Ouganda</i> par Anna Borzello |
| 7 juin | <i>Ghana : sur les traces de la vie et de la mort</i> par Jason Lothian |
| 14 juin | <i>Politique de l'eau à Manille</i> par Estrella Maniquis |
| 21 juin | <i>Concilier les impératifs écologiques, économiques et sociaux</i> par Pattie LaCroix |
| 28 juin | <i>Reconstruction des sociétés déchirées par la guerre</i> par Jennifer Pepall |
| 5 juillet | <i>Sur la trace des chercheurs du CRDI</i> par Curt Labond |
| 12 juillet | <i>Ecotourisme dans le Nord de la Thaïlande</i> par Glen Hvenegaard |
| 19 juillet | <i>Ecotouristes au Népal : rendez-vous à Namche Bazar</i> par Elizabeth Kalbfuss |
| 26 juillet | <i>Du sel plus : une recette pour suppléer à l'insuffisance de micronutriments</i>
par Michael Boulet |
| 2 août | <i>Variété de haricot à résistance horizontale</i> par Douglas Powell |
| 9 août | <i>Maïs à rendement élevé pour les paysans du Burundi</i> par Andrew Ker et Dunstan Malithano |
| 16 août | <i>Touristes chez les amérindiens du Vénézuéla : sur la pointe des pieds</i> par Lauren Walker |
| 23 août | <i>Projet Yucap : le développement économique dans la péninsule du Yucatán</i>
par Chris Hayes |

30 août	<i>Cartographie : Map Maker: un bon compagnon de route</i> par Curt Labond
6 septembre	<i>Programme de la forêt modèle Calakmul et la protection des forêts tropicales</i> par Michael Boulet
13 septembre	<i>Oui : on enseigne l'économie de marché à Cuba</i> par Roula el-Raifi
20 septembre	<i>Afrique subsaharienne et démocratie</i> par André Lachance
27 septembre	<i>Agriculture viable sur les versants montagneux en Colombie</i> par Ronnie Vernooy
4 octobre	<i>Développement durable en Colombie : sous surveillance</i> par Rhoda Metcalfe
11 octobre	<i>Recherché : l'ennemi d'une herbe parasite</i> par Philip Fine
18 octobre	<i>Commerce international : vers plus d'équité?</i> par Henry F. Heald
25 octobre	<i>Savoir autochtone mis à prix?</i> par Jennifer Pepall
1 novembre	<i>Lutte contre le tabagisme : l'expérience canadienne</i> par Lauren Walker
8 novembre	<i>Produits bio venus du Sud</i> par Kirsten Kozolanka
15 novembre	<i>Croissance économique mondiale : en passant par le Sud</i> par Curt Labond
22 novembre	<i>Dans les mines latino-américaines</i> par Steve Hunt
29 novembre	<i>Traditions agricoles chez les Pémons au Vénézuëla</i> par John Eberlee
6 décembre	<i>PAN Mongolie : entre l'aventure et l'exploit</i> par Geoff Long
13 décembre	<i>Biodiversité : le Laos légifère</i> par Richard Littlemore
20 décembre	<i>Construire sa maison d'adobe</i> par André Lachance

Les lecteurs peuvent reproduire les articles et les photographies du *CRDI Explore* à la condition de mentionner les auteurs et la source.

ISSN 0315-9981 Ce magazine est répertorié dans l'Index des périodiques canadiens.

Copyright 2003 © Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada
Octobre 2003



[1996 \(avril - décembre\)](#) | [Des liens à explorer](#)

Des touristes chez les Amérindiens du Venezuela: sur la pointe des pieds

par Lauren Walker



Des membres de l'ORPIA accueillent des délégués
(Photo: Chusa Gines)

Tous les ans, des milliers de voyageurs sortent des «sentiers battus» à la recherche de couleur locale et d'enrichissement culturel dans des lieux exotiques. Lorsque les conditions sont bonnes, les touristes de passage et les habitants de l'endroit en viennent à s'apprécier mutuellement. Dans les meilleurs cas, il en résulte un rapprochement entre les cultures; dans les pires cas, cependant, le tourisme perturbe les collectivités autochtones. Avec l'essor du développement et l'intensification de la circulation, il a des effets néfastes sur la durabilité de l'environnement local.

C'est ce qui est arrivé dans la jungle d'Amazonas, territoire situé au sud du Venezuela, où vivent quelque 60 000 Autochtones. Des organisateurs de voyage insensibles y ont conduit plusieurs groupes d'étrangers dans les villages sans avoir obtenu d'autorisation. Ces visiteurs importuns ont fouiné dans les maisons, ils sont entrés dans des endroits sacrés et ils ont interrompu des cérémonies religieuses. Ils ont aussi laissé dans leur sillage des amoncellements de déchets et le sentiment, pour la population locale, de ne pas être respectée. Il n'est donc guère surprenant qu'on hésite maintenant à recevoir des «étrangers» en Amazonie.

L'ORPIA, pour défendre leurs intérêts

Leurs terres et leurs collectivités se désintégrant en raison de facteurs indépendants de leur volonté, les Amérindiens du Venezuela ont dû trouver une manière de survivre et de prospérer dans l'économie moderne sans détruire leur culture traditionnelle et leur écosystème fragile. En 1993, des représentants des 19 tribus de l'Amazonie se sont réunis à l'occasion du premier congrès des populations autochtones

amazoniennes, dans le chef-lieu du territoire, Puerto Ayacucho, pour examiner les grands problèmes auxquels ils font face. Ce congrès a mené à la création de l'ORPIA, un organisme démocratique dirigé par Guillermo Guevara, qui a pour mandat de défendre, de soutenir et de favoriser les intérêts des populations autochtones.

Alors qu'ils examinaient les choix qui s'offrent à eux à long terme sur le plan économique, les dirigeants de l'ORPIA ont rencontré des représentants de l'ambassade du Canada à Caracas. Ces derniers leur ont recommandé de s'orienter vers un tourisme axé sur la nature, ou écotourisme. Cette activité devrait leur permettre de tirer parti de leur connaissance de la géographie, de la flore et de la faune locales. Au Canada, ce type de tourisme est l'un des secteurs de l'économie autochtone dont l'essor est le plus rapide; de plus, il donne de l'emploi à plus de 8 000 personnes chaque année. En 1994, les revenus de cette industrie ont atteint plus de 250 millions de dollars.

Atelier sur l'écotourisme autochtone

Quelques villages d'Amazonie avaient bien essayé auparavant d'ouvrir des camps pour les touristes, mais ils n'avaient ni les contacts ni les compétences en gestion nécessaires pour réussir. Dans le but d'aider l'ORPIA, l'ambassade du Canada a organisé un atelier d'une semaine sur les populations autochtones intéressées par l'écotourisme, en mars 1994 à Puerto Ayacucho. Trois ministères du gouvernement canadien ont financé cette activité de même que le CRDI et l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

Le CRDI a permis à une délégation de la [Canadian National Aboriginal Tourism Association \(CNATA\)](#) de se rendre à l'atelier. Les représentants de cet organisme ont pu ainsi échanger sur leurs expériences en écotourisme avec 70 Amérindiens d'Amazonie dirigés par Guillermo Guevara. Ils avaient apporté une vidéo de 17 minutes sur les relations entre l'Autochtone, sa terre et les visiteurs, ainsi qu'un manuel de formation de 100 pages, tous deux traduits en espagnol. Les Canadiens ont fait ressortir l'importance de la participation communautaire dans l'organisation et la planification des activités touristiques. Ils ont en outre vivement incité les collectivités autochtones non seulement à appliquer des règles restreignant l'accès des touristes à leurs terres, mais à exiger une juste part des profits.

Études d'impact

L'atelier a convaincu l'ORPIA qu'un tourisme judicieusement administré pourrait être très avantageux pour les collectivités autochtones de l'endroit. Avec l'aide du CRDI, l'organisme examine les répercussions culturelles, environnementales et économiques des activités touristiques actuelles et futures des populations autochtones du territoire d'Amazonas. De son côté, la CNATA s'est engagée à offrir d'autres conseils et à appuyer l'établissement d'une infrastructure écotouristique.

Le président de la CNATA, Barry Parker, est persuadé que les Amérindiens de l'Amazonie vont réussir dans cette entreprise. Selon lui, «ils possèdent les trois ressources essentielles d'un tourisme axé sur la nature: une mine de connaissances traditionnelles, un environnement en grande partie intact et des gens extraordinaires».

Lauren Walker est un rédacteur d'Ottawa.

Personnes ressources:

Barry Parker, président, Canadian National Aboriginal Tourism Association, 875, rue Bank, 2nd Floor, Ottawa (Ontario), K1S 3W4, Canada; tél.: (613) 567-7566; téléc.: (613) 233-4329

Guillermo Guevara, Organización Regional de Pueblos Indígenas de Amazonas (ORPIA), Av. Orinoco, Urbanización Los Urios, Puerto Ayacucho, Estado Amazonas, Apartado Postal No. 24, Venezuela; tél.:

Des liens à explorer...

Autres articles (et publications)

[Tourisme, biodiversité et culture: vers un écotourisme durable et équitable](#)

[Le projet Yucape : le développement économique dans la péninsule du Yucatán](#) *Des chercheurs canadiens et mexicains appuient une coopérative rurale du Yucatán: on met sur pied dans cette région où l'économie est chancelante des activités écotouristiques et industrielles.*

[Écotourisme dans le nord de la Thaïlande](#)

[Des écotouristes au Népal: rendez-vous à Namche Bazar](#)

Ressources additionnelles (en anglais)

[Ecotourism: Paradise gained, or paradise lost?](#)

[Eco Travels in Latin America](#)

[Ecoventure \(sites web sur des sujets liés à l'écotourisme\)](#)

[Venezuela: General Information](#)

Les lecteurs peuvent reproduire les articles et les photographies du *CRDI Explore* à la condition de mentionner les auteurs et la source.

ISSN 0315-9981. Le *CRDI Explore* est répertorié dans le Canadian Magazine Index.

- [Comment s'abonner](#)
- [De retour au Magazine *CRDI Explore*](#)
- [De retour au site du CRDI](#)

Copyright © Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada
Faites parvenir vos commentaires à la [rédaction d'Explore](#).

[Vol. 22, No. 2 \(juillet 1994\)](#)

Savoir ancien, savoir moderne : L'alliance parfaite

par Tom Roach à Nairobi

Le soleil ne s'est pas encore levé sur le nord du Maghreb que Shala est déjà sortie de la maison familiale. Elle aime marcher au petit matin à travers champs jusqu'aux jardins de la famille. À plus de 70 ans, elle se souvient de l'époque où c'était elle qui suivait sa grand-mère, exactement comme la plus jeune de ses petites-filles marche aujourd'hui derrière elle. Elles écoutent le chant des oiseaux tout en admirant la rosée qui scintille sur les rangées de légumes. Mais elles se demandent aussi pourquoi de moins en moins de jardins sont cultivés.

En face d'elles, un petit talus marque la limite entre les cultures et les broussailles qui s'étendent jusqu'aux montagnes plus au sud. Le soleil monte et la journée se réchauffe quand Shala et sa petite-fille réorientent le cours du ruisseau qui prend sa source au pied du talus pour qu'il arrose leurs petits jardins. Pour cela, Shala utilise un système de collecte et de distribution de l'eau conçu par les Romains il y a deux mille ans et connu sous le nom de « puits horizontaux ». Hélas, si les compétences requises pour les aménager se sont transmises de bouche à oreille, aujourd'hui, la main-d'oeuvre n'est plus là pour entretenir et exploiter les puits.

Cet exemple, parmi tant d'autres, illustre les discussions d'une trentaine de spécialistes que le Bureau régional du CRDI pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient a récemment réunis dans un atelier sur le savoir indigène. La réunion du Caire a surtout porté sur l'étude du rôle que peut jouer ce type de savoir dans l'aménagement des ressources des régions arides et semi-arides. L'atelier a montré à quel point les systèmes traditionnels d'aménagement des terres fondés sur le savoir local peuvent être complexes et dynamiques.

Les participants ont relevé des cas où le savoir ancien se perd, puis constaté, par exemple, que la dégradation des terres et la désertification sont attribuables à l'introduction de systèmes agricoles qui perturbent les sols. Ils ont aussi décrit la nouvelle gestion des troupeaux mise en place pour faire face aux contraintes qu'imposent à la migration des troupeaux les nouveaux établissements humains, la croissance démographique et l'augmentation du nombre de bêtes. Mais les chercheurs ont également échangé sur l'acquisition de nouvelles connaissances pour affronter les changements du milieu de vie. Dans leurs recommandations, ils ont donc proposé aux administrateurs qui élaborent et mettent en application des politiques de tenir compte du savoir indigène; sa préservation doit devenir, recommandent-ils, une priorité des décideurs.

LA CAPACITÉ LIMITE

Selon Mohammed El Kassas, reconnu comme père du mouvement environnemental égyptien, lorsque les activités humaines vont au-delà de ce que la terre peut naturellement supporter, une variété de processus « déclencheurs » interviennent et provoquent la dégradation des sols et la désertification. Il ajoute que la plupart des terres sèches sont caractérisées par un niveau de précipitations faible et variable et par des sols

fragiles.

Pour contenir l'avancée du désert, il faut faire intervenir simultanément une panoplie de mesures juridiques, financières, techniques et politiques qui forment la base du développement durable des ressources terrestres et aquatiques dans les régions touchées. Il est donc capital que les détenteurs du savoir indigène participent pleinement aux décisions prises sur la gestion des ressources dont ils sont tributaires. C'est pourquoi les participants à l'atelier du Caire ont recommandé qu'analystes et décideurs tiennent compte de ce savoir quand ils planifient et mettent en oeuvre des projets de développement.

Pressé d'assurer le plus vite possible le développement des pays du tiers-monde, on dénigre, on ignore même, trop souvent, le savoir traditionnel. Donald Cole, de l'Université américaine du Caire, souligne que le pastoralisme nomade s'est développé comme un système de production, spécialisé et judicieux, après l'apparition au Moyen-Orient de l'agriculture irriguée. Un tel système représente un bon exemple de développement d'un savoir indigène face à une série de conditions environnementales précises. Il démontre aussi que l'incorporation de ce savoir par la science moderne est devenue une réalité, même si on continue de passer outre.

Une caractéristique majeure des systèmes de gestion indigènes réside dans la cohérence dont font preuve les populations locales dans leur perception et leur compréhension des interactions entre les différents éléments de leur milieu de vie. Les communautés locales sont ainsi capables de s'adapter aux conditions climatiques changeantes.

L'atelier a reconnu que les collectivités pastorales et agropastorales traditionnelles avaient des rôles sociaux et économiques complexes à jouer dans leurs régions. Ces communautés offrent en effet de nombreuses solutions durables aux problèmes de la dégradation et de la désertification des terres semi-arides. Étant donné les promesses qu'elles renferment et leur valeur socio-économique, ces techniques de gestion des terres sèches devront être préservées et même enrichies.

CHAMPS ET TROUPEAUX, VARIATIONS SUR UN MÊME THÈME

Abdel Ghaffar El Ahmed, anthropologue soudanais, affirme que « l'une des qualités du savoir indigène est sa capacité d'articuler les sols et la végétation qu'ils produisent de telle manière que ces deux éléments font l'objet d'une manipulation globale dans la production vivrière ». Mais il faut comprendre, poursuit-il, que l'agriculture et le pastoralisme africains constituent une série de variations sur les thèmes et les processus de la nature. La connaissance des modèles écologiques donne à ceux qui exploitent les ressources la souplesse voulue pour orienter celles-ci dans le sens qui leur convient. « Les pays africains, ajoute l'anthropologue, devront revoir l'image qu'ils ont d'eux-mêmes, bâtissant dorénavant leur avenir sur la science et sur la culture ».

Raphael Ndiaye, chercheur rattaché à une ONG de Dakar, apporte un nouvel éclairage sur l'importance du savoir indigène dans la vie des populations africaines. Il estime que « tous ceux qui sont impliqués dans le développement devront passer de la simple participation au véritable partenariat ». Le savoir indigène est un élément majeur de la préservation de l'identité individuelle aussi bien que de la sauvegarde d'une nation distincte, car « un peuple sans mémoire ne constitue pas une nation ». Ndiaye suggère de développer des stratégies de communication qui rendent possible le libre échange de l'information. « Les messages doivent également circuler dans les deux sens entre les populations locales et les scientifiques », ajoute-t-il.

Il faut toutefois se souvenir que le savoir indigène est la propriété de ses détenteurs et de ses usagers. Qu'est-ce que cela signifie? Que si les scientifiques travaillent de concert avec les collectivités à la collecte des données de recherche, il revient néanmoins à ces populations de décider de quelle façon cette information sera utilisée et à qui elle sera transmise. Cette question a provoqué de longues discussions lors de l'atelier. Les participants avaient nettement l'impression que le savoir indigène était, en général, lié à une communauté et que son transfert représentait un processus assez complexe.

LES PIEDS BIEN SUR TERRE

Les discussions de l'atelier ont fait ressortir la nécessité d'améliorer le savoir indigène de façon, justement, à enrichir les connaissances modernes. Les intervenants devront, à l'avenir, apprécier à leur juste valeur la cohérence et la souplesse des systèmes de savoir indigène. Ndiaye a rappelé aux participants que « l'on ne doit pas oublier que la personne qui travaille, et vit ou meurt à la suite des résultats de la recherche en développement, est justement celle qui est sur le terrain. »

« Le chercheur, l'agent de développement et l'écologiste sont certes tous confrontés à la complexité des problèmes. Mais chacun d'eux, tout comme le paysan, doit avoir les pieds bien plantés dans le sol. » Le savoir indigène, quand il s'attaque à la désertification, déploie tout un éventail d'expériences accumulées par les collectivités locales: techniques d'exploitation et d'aménagement des richesses naturelles, dispositions institutionnelles et organisationnelles, croyances et valeurs.

Tant de compétences peuvent certainement être enrichies en y incorporant des connaissances scientifiques contemporaines: le défi consiste donc à trouver le bon dosage entre les savoirs traditionnel et moderne. Des recherches peuvent établir la meilleure recette pour y parvenir, en examinant par exemple comment des communautés locales intègrent les innovations dans leurs systèmes indigènes. Bref, l'atelier du Caire recommande que l'on tienne compte de tous les volets (culturels, moraux, spirituels et institutionnels) qui se rattachent au savoir indigène au moment de la conception des recherches et au cours des interventions qui en découlent.

Les lecteurs peuvent reproduire les articles et les photographies du *CRDI Explore* à la condition de mentionner les auteurs et la source.

ISSN 0315-9981. Le *CRDI Explore* est répertorié dans le Canadian Magazine Index.

- [Comment s'abonner](#)
- [De retour au Magazine CRDI Explore](#)
- [De retour au site du CRDI](#)

Copyright © Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada
Faites parvenir vos commentaires à la [rédaction d'Explore](#).